

Jean-Pierre Sueur a saisi le Premier ministre, Édouard Philippe, de la situation de l'entreprise IBIDEN de Courtenay qui compte 300 salariés et emploie cent intérimaires. Cette situation est, en effet, devenue alarmante depuis la réunion qui s'est tenue ce jeudi 15 novembre à Montargis, au cours de laquelle la perspective de la fermeture de l'usine a été évoquée.

Jean-Pierre Sueur a fait part au Premier ministre du grand préjudice que représenterait la suppression de ces emplois pour les salariés eux-mêmes, ainsi que pour la ville de Courtenay et la Communauté de communes qui perdraient alors de nombreux emplois, un potentiel industriel ainsi que de précieuses ressources.

Il a rappelé qu'il y a plusieurs années la direction japonaise de cette entreprise avait demandé à ses cadres et salariés de faire de gros efforts pour produire les nouveaux filtres à particules correspondants aux nouvelles réglementations qui ont été mises en œuvre.

La capacité à produire ces nouveaux filtres dans de bonnes conditions avait, en effet, été présentée comme la condition du maintien de cette production en France, à Courtenay. Ces efforts ont été faits et les nouvelles conditions de production ont été réunies.

La fermeture de cette entreprise ou la délocalisation de sa production vers d'autres pays d'Europe seraient d'autant plus incompréhensibles que ces efforts importants ont été accomplis.

Jean-Pierre Sueur a demandé au Premier ministre que tout soit fait, en lien avec l'ensemble des collectivités locales concernées, pour réunir les conditions qui permettraient le maintien des activités et des emplois d'IBIDEN à Courtenay pour que, si certains emplois devaient – hélas ! – être supprimés, les salariés concernés puissent bénéficier du meilleur plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qu'il sera possible d'établir.